



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

allocation de fin de formation

Question écrite n° 103633

Texte de la question

M. René-Paul Victoria attire l'attention de Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les inquiétudes des nombreuses personnes concernées par la suppression de l'allocation en faveur des demandeurs d'emploi en formation (AFDEF) qui a été votée dans le cadre du PLF pour 2011. En effet, la suppression de cette allocation va avoir des conséquences importantes pour de nombreuses personnes, notamment les demandeurs d'emplois en formation longue et les élèves et étudiants en formation sanitaire et sociale du niveau 5 au niveau 3. Cette allocation avait pour but, à l'expiration des droits à indemnisation de l'ARE, d'assurer un revenu aux personnes sans emploi qui avaient fait le choix de suivre une formation susceptible de leur offrir, à terme, un emploi pérenne. Ces personnes vont, à un moment ou à un autre, se retrouver sans revenu, alors que l'allocation en faveur des demandeurs d'emplois en formation leur permettait d'achever leur parcours. Aussi, il lui demande quelle est la position du gouvernement en la matière et ce qu'envisage le Gouvernement afin de continuer à donner la possibilité à ces demandeurs d'emplois de suivre une formation qualifiante qui les aidera à s'insérer professionnellement.

Texte de la réponse

Le ministre du travail, de l'emploi et de la santé a pris connaissance avec intérêt de la question relative à l'allocation en faveur des demandeurs d'emploi en formation (AFDEF). Le Gouvernement reste conscient des difficultés auxquelles peuvent être confrontés certains demandeurs d'emploi en formation. Il convient de souligner que les dispositifs en faveur des demandeurs d'emploi en formation sont en constante amélioration. Ainsi, depuis 2009 et la création de Pôle emploi un nouveau financement a été mis en place pour les demandeurs d'emploi qui n'avaient aucune indemnité, la rémunération de formation pôle emploi (RFPE). En effet, ces formations sont un passeport pour l'emploi. Ainsi, selon une enquête récente, six mois après leur sortie de formation payée par Pôle emploi, 60 % des personnes sont en situation d'emploi. Ce sont, pour 2009, 85 000 demandeurs d'emploi qui ont bénéficié de ces formations et 120 000 en 2010. Un nombre d'entrées au moins équivalent est prévu pour 2011. Le Gouvernement propose d'élargir le champ des bénéficiaires de la RFPE pour y inclure les demandeurs d'emploi auparavant pris en charge dans le cadre de l'AFDEF en supportant financièrement la moitié du coût de cette mesure. Le ministre du travail, de l'emploi et de la santé a proposé aux partenaires sociaux de continuer à prendre en charge l'autre moitié comme en 2009 et 2010. Il a souhaité également qu'un tel dispositif puisse se mettre en place dans les prochaines semaines et profiter aux demandeurs d'emploi entrés en formation en 2011, avec effet rétroactif. Il concernerait 30 000 personnes cette année.

Données clés

Auteur : [M. René-Paul Victoria](#)

Circonscription : Réunion (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 103633

Rubrique : Formation professionnelle

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Travail, emploi et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 mars 2011, page 2996

Réponse publiée le : 3 mai 2011, page 4616